GRC
GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

GAZETTE

AU SERVICE DE LA COMMUNAUTÉ POLICIÈRE DEPUIS 1939

GAGNANT DU PRIX OR MARCOM EN 2019

VOL. 82, N° 1, 2020

BÂTIR LA CONFIANCE

APPRENDRE DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES

DES PARTENARIATS FRUCTUEUX

LA GRC AIDE UNE PREMIÈRE NATION MENACÉE PAR DES FEUX DE FORÊT P. 7

DÉTACHEMENT DOTÉ PAR ROTATION

UNE PRÉSENCE À TEMPS PLEIN EN RÉGION ÉLOIGNÉE P. 8

AIDER LES PERSONNES VULNÉRABLES

UNE ÉQUIPE S'OCCUPE DE PERSONNES AUTOCHTONES EN DIFFICULTÉ P. 15

GRC-RCMP.GC.CA

Gendarmerie royale du Canada
Royal Canadian Mounted Police

Canada

GRC
GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

UN UNIFORME À VOTRE NOM VOUS ATTEND

PLUS DE 150 CARRIÈRES SPÉCIALISÉES

Avec ses nombreux domaines de spécialisation et possibilités de croissance et de formation, la GRC offre une carrière sans pareille.

carrieresgrc.ca

Gendarmerie royale du Canada
Royal Canadian Mounted Police

Canada

GAZETTE

Au service de la communauté policière depuis 1939

Vol. 82, N° 1, 2020

Une publication de la Gendarmerie royale du Canada

8

DOSSIER

7 La GRC aide une Première Nation à l'approche des flammes
8 Un détachement doté par rotation permet de créer des liens à South Indian Lake
9 Le Service de l'air de la GRC, une ressource essentielle en région éloignée
10 Débat d'experts : Comment mieux servir les communautés autochtones?
13 Feux de camp et culture pour de jeunes filles participant à un camp d'été
14 Un plan de sécurité améliore la vie des habitants de Premières Nations
15 Une équipe de sécurité autochtone veille sur les personnes en difficulté
16 Un agent de liaison de la GRC jette des ponts à Akwesasne
17 Le tipi d'Onion Lake : un projet rassembleur
18 Sensibiliser les cadets de la GRC aux expériences autochtones
19 Une suerie à Dépôt pour initier les nouveaux agents aux traditions autochtones

RUBRIQUES

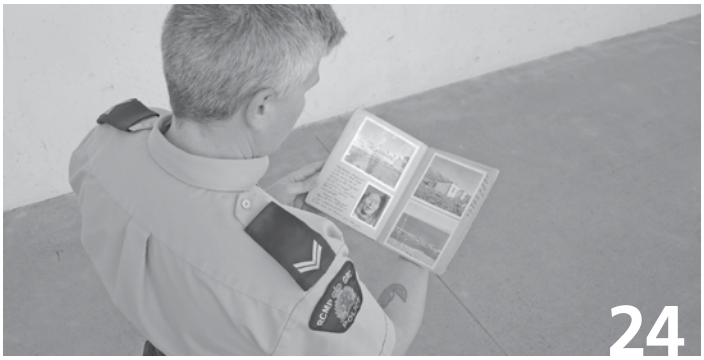
4 Éditorial
5 Actualités
20 Les faits : La conduite en hiver
21 Profil d'un détachement : Servir les petites localités du Cap-Breton (N.-É.)
22 Formation : L'expert judiciaire gère le risque pour recueillir ce qui compte
23 L'avis d'un expert : Les premiers jours d'une chasse à l'homme au Manitoba
24 Dernière page : Publication d'un journal en l'honneur d'un agent et des Inuits

EN COUVERTURE :
Les agents de la GRC à Chéticamp (N.-É.) servent des dizaines de petites communautés, certaines situées aux abords du Parc national des Hautes-Terres-du-Cap-Breton. La région attire des milliers de visiteurs.

Photo: *Karen Joyner, GRC*

15

23



24

ÉDITORIAL

DES PARTENARIATS EFFICACES

La GRC sert plus de 600 collectivités autochtones au Canada, qui se distinguent par leur culture, leur géographie et leurs besoins respectifs.

Dans ce numéro, nous abordons les façons dont les membres de la GRC s'attachent au quotidien à renforcer les liens de confiance avec les peuples autochtones, à améliorer la santé et la sécurité des collectivités et à approfondir leur connaissance de l'histoire et de la réalité actuelle de ces groupes.

Dans notre dossier, Travis Poland signale plusieurs initiatives au Manitoba où la GRC sert de nombreuses communautés éloignées des Premières Nations.

Dans son premier article, Travis se penche sur le rôle de la GRC dans l'évacuation de la petite communauté de Black Sturgeon Falls à l'approche d'un incendie en 2018. Les membres attribuent le bon déroulement de l'évacuation à leurs relations avec la communauté, non seulement en 2018, mais de nouveau l'été dernier.

Il présente aussi un nouveau modèle de détachement doté par rotation dans le nord du Manitoba. Ce nouveau modèle voit l'affectation permanente de membres dans la localité isolée de South Indian Lake, dans la nation crie d'O-Pipon-Na-Piwin. La visibilité accrue des policiers permet de tisser et de maintenir des liens avec la communauté tout en favorisant un meilleur équilibre entre le travail et la vie personnelle.

Dans un troisième article, Travis Poland aborde le travail du Service de l'air de la GRC qui appuie les membres affectés dans des endroits isolés. Les pilotes du Service effectuent le transport des membres et du matériel essentiel dans ces collectivités, qui ne sont accessibles que par avion à certains moments de l'année, faisant du Service de l'air un outil vital.

Rappelons que l'établissement de relations est la première étape essentielle pour soutenir les communautés autochtones.

Paul Northcott aborde un partenariat fructueux entre la GRC et le service de police mohawk d'Akwesasne, qui met en contact deux agents de liaison. Ceux-ci organisent des événements communautaires et des exposés sur la sécurité pour traiter des préoccupations locales, mais aussi prendre des mesures essentielles à la réconciliation et la guérison de tous.

Paul Northcott se penche aussi sur deux initiatives permettant aux membres de renforcer la sécurité des communautés autochtones.

La première est un plan de sécurité élaboré sous l'impulsion de la collectivité au Nouveau-Brunswick. Les résidents de la Première Nation d'Esgenoopetitj tiennent des discussions franches avec leurs partenaires communautaires, dont la police, pour relever les risques et concevoir un plan d'attaque adapté.

À Port Alberni (C.-B.), la GRC a créé un groupe chargé de soutenir les personnes les plus vulnérables de la communauté de Nuu-chah-nulth. L'équipe de sécurité des Autochtones est formée de trois policiers qui travaillent avec le conseil tribal pour aider et soutenir les gens vivant dans la rue.

Nous présentons aussi des articles sur les façons dont les cadets de la GRC étudient l'histoire autochtone pour les préparer au travail policier aujourd'hui, et les projets de la GRC pour renforcer la résilience des communautés, les liens familiaux et l'identité autochtone.

Nous concluons ce numéro par un article sur le projet de réconciliation d'une policière.

Reconnaître que les temps ont évolué est important. Nous espérons par ce numéro souligner le travail bienveillant que les membres de la GRC accomplissent en partenariat avec les collectivités autochtones qu'ils servent. ▪

— Katherine Aldred

CHANGEMENTS APPORTÉS À LA *GAZETTE*

La *Gazette* accorde une place croissante aux articles en ligne et aux produits numériques.

À compter de 2020, nous publierons la version imprimée deux fois par année, au printemps et à l'automne. Si nous réduisons le nombre et la fréquence des exemplaires imprimés, cela ne veut pas dire que nous publierons moins d'articles.

Nous sommes fiers de poursuivre la diffusion en ligne de nos articles primés, et nous publions de nouveaux articles de façon hebdomadaire. Si vous ne la connaissez pas encore, la *Gazette* en ligne est d'une lecture conviviale, consultable et accessible sur les appareils mobiles. On peut y avoir accès dans Infoweb ou sur le site grc.gc.ca, dans l'index de A à Z.

D'autres améliorations sont à venir en 2020 alors que nous remanierons la présentation, qui rendra la lecture des articles encore plus conviviale.

Merci.

GAZETTE

ÉDITEUR : Kevin Fowler

RÉDACTRICE EN CHEF : Katherine Aldred

RÉDACTEURS : Paul Northcott, Travis Poland

ÉDITEUR WEB : Patricia Vasylchuk

GRAPHISME : Jennifer Wale, Samantha Clusiau-Lawlor

TRADUCTION : Services de traduction de la Direction générale, GRC

IMPRIMERIE : Performance Printing

La *Gazette* (ISSN 1196-6513) est publiée en versions française et anglaise par la Direction des services de communication nationaux de la Gendarmerie royale du Canada, à Ottawa.

La conception de la page couverture ainsi que les articles sont protégés par les droits d'auteur et aucune partie de cette revue ne peut être reproduite sans consentement écrit.

Poste-publication, numéro de convention 40064068. La *Gazette* paraît quatre (4) fois par année et est distribuée gratuitement mais en nombre restreint aux services de police et aux organismes d'exécution de la loi. On conseille fortement de la faire circuler. On ne peut pas s'y abonner à titre personnel.

On vous prie de faire parvenir vos lettres, articles et commentaires à la rédactrice en chef de la *Gazette*. La rédaction se réserve le droit de faire la révision.

© 2020 GRC.

POUR COMMUNIQUER AVEC NOUS :

Gazette de la GRC
73, promenade Leikin
M8-1, pièce 801
Ottawa (Ontario) K1A 0R2
CANADA

Téléphone : 613-843-4570
Courriel : gazette@rcmp-grc.gc.ca
Internet : www.rcmp-grc.gc.ca/gazette

RESTEZ AU COURANT AVEC LA GRC

Visitez notre site Internet :
www.rcmp-grc.gc.ca

Suivez-nous sur Facebook :
www.facebook.com/grcrcmp

Suivez-nous sur Twitter :
@grcrcmppolice #gazettegrc

Visualisez nos vidéos sur YouTube :
www.youtube.com/rcmpgrcpolice

Suivez-nous sur Instagram :
@grcrcmppolice

PROJET PILOTE DE SIGNALEMENT DE CRIMES EN LIGNE

par Travis Poland

Un système de signalement de crimes en ligne épargne temps et ressources à la police et aux citoyens.

Le système, mis à l'essai par la GRC dans quatre collectivités de la C.-B. l'été dernier, permet aux citoyens de signaler des incidents mineurs sans appeler la police.

Les agents sur le terrain et les répartiteurs peuvent désormais se concentrer sur les affaires plus urgentes.

« On libèrent donc les agents, pour qui le temps est précieux, étant donné le volume élevé de demandes d'intervention », précise l'insp. Paul MacDougall, du Détachement de la GRC à Kelowna.

Les détachements de Richmond, de Surrey et de Ridge Meadows participent aussi au projet pilote.

L'insp. MacDougall explique que pour les appels au sujet d'incidents moins graves, les agents se bornent généralement à recueillir les renseignements et à remplir un rapport. Désormais, ceci peut être fait par l'outil en ligne, sans nécessiter la présence d'un agent.

« Les agents peuvent se concentrer sur des initiatives proactives, être présents dans la collectivité et aborder les incidents graves », explique-t-il.

Les citoyens qui font un signalement en ligne disposent d'une carte interactive; quelques questions leurs sont posées pour déterminer si l'incident se prête aux modalités de signalement.

Après vérification du courriel, l'utilisateur précise la date, l'heure et les circonstances avant de procéder au signalement.

L'outil accepte le signalement des incidents qui ne nécessitent pas un suivi de la police, pour lesquels il n'y a pas de témoin ni de suspect, qui concernent des dommages inférieurs à 5 000 $ et qui n'ont pas trait à l'identité, aux armes à feu ou à l'immatriculation de véhicules.

Les données de rapport aident la police à cerner les tendances criminelles et à orienter les ressources de façon efficace.

Des employés à l'interne ont conçu l'outil en fonction des besoins de l'organisation et en harmonie avec le système de gestion de dossiers de la GRC en C.-B.

« Un produit commercial ne répondrait pas à nos besoins; la meilleure solution était de maintenir le contrôle », explique Chad Ciavarro, gestionnaire supérieur de projets à la section de la gestion de l'information et de la technologie de la GRC.

« Si nous voulons ajouter une catégorie de crime importante, nous avons les effectifs qui ont la compétence et les connaissances voulues », explique-t-il. ■

DES POLICIERS ÉPOUVANTAILS SURVEILLENT LES ROUTES

par Paul Northcott

Les policiers épouvantails installés à diverses intersections à Surrey (C. B.) sont beaucoup plus efficaces qu'ils en ont l'air.

« Ces zones n'ont pas été choisies au hasard, confie le serg. Ian MacLellan, chef intérimaire de la Sécurité routière à Surrey. Nous avons ciblé les intersections à haut risque. »

La planification, le contrôle et l'étude de leur utilisation devraient contribuer à réduire le nombre de décès et de blessures ainsi que la vitesse dans les rues de cette ville de plus de 500 000 habitants.

En octobre, plusieurs figures de policiers de la GRC pointant un détecteur laser en direction de la circulation ont été placées près de véhicules de police.

La GRC a créé un partenariat avec la ville de Surrey et l'Insurance Corporation of B.C. afin de mettre à l'essai le projet ciblant les conducteurs qui roulent trop vite.

« C'est un projet ambitieux, mais nous devons créer un réseau de transport où tous les usagers – automobilistes, cyclistes et piétons – sont en sécurité », affirme Shabnem Afzal, gestionnaire de la sécurité routière à la ville de Surrey et responsable de Vision Zéro, une initiative pour éliminer les décès et les blessures graves sur les routes de Surrey.

Le serg. MacLellan indique que les figures changeront de place dans la ville, et les données de chaque intersection, surveillée et non surveillée, seront analysées.

Des leurres sont utilisés depuis des années dans d'autres provinces, comme l'Alberta et l'Ontario, et ailleurs dans le monde. En 2018, le serg. Quentin Frewing a collaboré avec la ville de Coquitlam pour créer un policier épouvantail dont l'efficacité était évaluée à l'aide d'un dispositif de contrôle passif de la vitesse.

Plus tard, Rylan Simpson, professeur adjoint à l'école de criminologie de l'université Simon Fraser, a étudié l'incidence de policiers épouvantails installés le long de deux artères, où la circulation est canalisée de routes collectrices et d'autoroutes régionales vers deux rues résidentielles.

« Nous avons constaté qu'en présence de policiers épouvantails, la limite de vitesse était plus respectée », déclare M. Simpson, qui indique par ailleurs que l'utilisation de ces outils pourrait influer sur l'affectation de policiers humains à la sécurité routière.

Le serg. MacLellan ajoute que la sécurité sur les routes doit être une priorité.

« Notre ville est en pleine expansion; c'est pourquoi il faut s'attaquer aux comportements qui provoquent des accidents pour assurer la sécurité de tous les usagers de la route. » ■

GRC

La GRC place des policiers épouvantails aux intersections à risque élevé dans le Lower Mainland (C. B.) pour renforcer la sécurité des automobilistes, des cyclistes et des piétons.

DES RAPPELS POUR PRÉVENIR LES VOLS

par Travis Poland

Kayla Rees, GRC

La GRC en N.-É. publie des rappels dans les médias sociaux chaque soir à 21 h.

Un petit rappel peut faire toute la différence.

C'est pourquoi des bureaux de la GRC ont adopté la routine de 21 h, une campagne dans les médias sociaux visant à rappeler aux résidents de verrouiller leur voiture le soir.

« Si vous en prenez l'habitude, ça deviendra un automatisme et vous réduirez les risques de vol », affirme la cap. Jennifer Clarke, agente d'information publique de la GRC en N.-É.

La GRC en N.-É. a lancé la campagne en janvier 2019 pour promouvoir la prévention du crime. Chaque soir à 21 h, elle publie des messages sur Twitter et Facebook, qui sont vus partout dans le monde.

La routine de 21 h compte de fervents adeptes – des résidents partagent même des photos de leurs animaux de compagnie leur prêtant main forte.

« C'est une bonne façon pour les gens d'échanger et de collaborer avec la police », précise la cap. Clarke.

La GRC en N.-É. ne s'en est pas tenue aux médias sociaux; elle a aussi distribué des brochures et diffusé des messages à la radio afin de sensibiliser davantage le public.

La campagne fait la promotion de petites précautions qui sont importantes pour prévenir les vols.

Verrouiller les portières, cacher les objets de valeur ou les rentrer dans la maison, et allumer une lumière à l'extérieur sont des précautions faciles à prendre, mais aussi faciles à oublier après une longue journée.

L'Équipe municipale-provinciale de répression des vols de voitures (IMPACT) en C.-B., dirigée par l'insp. Rob Vermeulen de la GRC, a commencé à promouvoir la routine de 21 h au printemps dernier dans le cadre du mois de la lutte contre les crimes liés aux véhicules.

« Pour nous, c'est une question de sensibilisation, dit l'insp. Vermeulen. Il faut faire un effort conscient pour protéger son véhicule. »

Lorsque l'équipe IMPACT utilise des voitures-appâts, elle attrape souvent des voleurs.

« S'ils voient un cellulaire, un ouvre-porte de garage ou une tablette, c'est comme une invitation pour eux, ajoute l'insp. Vermeulen. Même quelques cents incite les criminels à voler. »

Le bureau du shérif du comté de Pasco, en Floride, a lancé la routine de 21 h en 2017 et depuis, des services de police de partout en Amérique du Nord ont emboîté le pas. ■

LUTTE ANTIGANG : POUR ÉVITER UNE FIN TRAGIQUE

par Paul Northcott

Le serg. Mike Sanchez de l'Équipe de lutte contre les gangs de Surrey sait que le monde des gangs n'a rien de merveilleux. C'est pourquoi son équipe propose aux jeunes une meilleure voie à suivre.

Il a vu des vies gâchées et des vies fauchées. Sa mission depuis des années : montrer aux jeunes élèves britanno-colombiens les ravages que causent les gangs de rue.

En 2017, l'équipe a lancé le programme Shattering the Image – Understanding Gangs pour répondre au besoin en matière d'information sur les gangs.

« On a remarqué une hausse du nombre de jeunes personnes d'intérêt – certaines âgées d'à peine 13 ans – dans nos dossiers de gang. C'est ce qui nous a poussé à montrer la réalité de la vie dans les gangs », explique le serg. Sanchez.

Dans la première version du programme, le serg. Sanchez a relaté l'histoire d'un élève avec lequel il a travaillé, qui s'est joint à un gang et s'est fait tuer dans une fusillade.

Mais, après avoir présenté l'exposé aux élèves – et une version modifiée aux enseignants –, l'équipe s'est rendu compte qu'il fallait en faire davantage.

Axé sur le mentorat et le leadership, son exposé le plus récent fait découvrir la bonne relation qu'a entretenue le serg. Sanchez avec un jeune élève devenu policier.

« On présente une histoire tragique et un exemple de réussite pour montrer aux jeunes qu'ils n'ont pas à choisir les gangs, dit le serg. Sanchez. Ça a tout un effet. »

D'après lui, le problème des gangs à Surrey est unique, car bien des jeunes viennent de familles aisées et voient dans l'appartenance à un gang un moyen de rehausser leur prestige.

« Aujourd'hui, les gangs ciblent les jeunes dans les médias sociaux avec des vidéos attirantes, ajoute-t-il. Ces gangsters ne sont pas sortis du secondaire depuis longtemps, donc ils ont des contacts et peuvent cibler des jeunes. »

Souvent, des élèves ayant un permis de conduire sont recrutés pour la livraison de drogue – des particuliers achètent des drogues illicites par téléphone, et les jeunes les livrent en personne.

« S'ils sont épinglés (par la police), ils sont oubliés par le gang, qui tente simplement de recruter quelqu'un d'autre », poursuit le serg. Sanchez.

Sarah McKay est gestionnaire du programme Safe Schools au conseil scolaire de Surrey.

« Il est difficile d'évaluer l'incidence et les mesures de prévention, mais je sais que le programme est bien accueilli, déclare Mme McKay. Il suscite surtout des conversations entre les élèves, le personnel et les parents, qui se poursuivent même après la présentation. » ■

UNE ÉVACUATION EFFICACE

LA GRC INTERVIENT À L'APPROCHE DES FLAMMES

par Travis Poland

En 2018, la petite communauté de Black Sturgeon Falls (Manitoba) a dû fuir un incendie.

Le Détachement de Lynn Lake de la GRC, situé à quelque 35 kilomètres de là, a participé à l'évacuation et en attribue le bon déroulement à sa relation avec la communauté.

La foudre avait allumé plusieurs feux dans la forêt dense près de Black Sturgeon Falls, où habite la Première Nation de Marcel Colomb, à environ 1 000 kilomètres au nord-ouest de Winnipeg.

D'abord petits, ces feux ont vite pris de l'ampleur sous l'effet du vent, au point de franchir une barrière naturelle et de mettre en danger la communauté.

« La menace est passée de nulle à imminente en très peu de temps », se souvient le s.é.-m. Kyle McFadyen, qui dirigeait le Détachement de Lynn Lake en 2018.

La province a recommandé l'évacuation de la communauté, mais la nouvelle tardait à s'y rendre, puisqu'il n'y a pas de service cellulaire et que l'accès Internet est limité dans sa réserve éloignée.

UN ACCOMPAGNEMENT JUDICIEUX

Le s.é.-m. McFadyen a pris la route en direction de Black Sturgeon Falls, où il a rencontré une conseillère de bande pour expliquer la situation.

« Notre relation positive avec la communauté l'a aidée à me faire confiance et à prendre la menace au sérieux », constate-t-il.

Le conseil de bande a reconnu la nécessité d'évacuer. Le s.é.-m. McFadyen s'est donc joint à la conseillère afin de passer le mot de porte à porte, tandis qu'un gendarme faisait la même chose avec un aîné de la communauté.

« C'est grâce aux personnes qui nous accompagnaient que les gens nous ont écoutés », note-t-il.

« Nous connaissons les résidants, qui ont tous bien collaboré », fait remarquer la gend. Catterina Rios, qui travaille à Lynn Lake et a participé à l'évacuation.

Une centaine de personnes se sont entassées à bord de voitures, d'un autobus scolaire et de véhicules de police pour faire le trajet de 20 minutes jusqu'à Lynn Lake.

« Nous avons utilisé nos véhicules pour transporter les plus vulnérables, comme les aînés et les handicapés », explique le s.é.-m. McFadyen.

Les installations étant insuffisantes pour accueillir cet afflux d'évacués à Lynn Lake, la Croix-Rouge est intervenue pour leur fournir un soutien et les faire transporter par autocar à Thompson, où leur hébergement temporaire pourrait être organisé plus efficacement.

Selon le s.é.-m. McFadyen, la relation positive avec la communauté a contribué au bon déroulement du processus. Il a suffi d'un peu plus d'une heure pour assurer la sécurité de tous.

« Si j'avais simplement donné l'ordre d'évacuer au moyen d'un haut-parleur, je n'aurais eu que peu de crédibilité, mais parce que je collaborais avec les bonnes personnes, les gens n'ont opposé aucune résistance à la directive », dit-il.

UNE PRÉSENCE BIENVEILLANTE

Pendant les semaines où la réserve de Black Sturgeon Falls est restée déserte, des agents de la GRC y ont maintenu un poste de sécurité et nourri les chiens qui avaient été laissés derrière.

« C'est un petit service supplémentaire que nous offrons, explique la gend. Rios. Les résidants nous sont reconnaissants de tenir à l'œil leurs chiens et leurs domiciles. »

Quand un incendie se déclare, la police collabore avec ses partenaires provinciaux et municipaux pour mettre efficacement les résidants à l'abri, laissant ainsi la voie libre aux pompiers.

« L'évacuation rapide de la majorité des résidants nous permet de nous concentrer sur la préparation des moyens de défense tout en prêtant assistance à d'autres organismes municipaux et provinciaux », explique James Lindsay, chef du service d'incendie de Lynn Lake.

La police travaille aussi avec le service d'incendie pour établir des points de contrôle afin de s'assurer que personne ne se dirige, intentionnellement ou non, vers la zone de danger.

« Nous prêtons main-forte à la GRC pour travailler aux points de contrôle ou limiter la circulation dans les secteurs touchés ou menacés par l'incendie », ajoute le chef Lindsay.

Quand d'autres incendies se sont approchés de Black Sturgeon Falls en 2019, la GRC a de nouveau participé au processus d'évacuation et surveillé la communauté pendant que ses résidants attendaient la fin de la crise en toute sécurité à Thompson. ■

GRC

Des feux de forêt ont menacé Black Sturgeon Falls lors des étés 2018 et 2019.

DÉTACHEMENT DOTÉ PAR ROTATION

NOUVEAU MODE D'AFFECTATION LANCÉ À SOUTH INDIAN LAKE (MAN.)

par Travis Poland

Un nouveau modèle de détachement inauguré à South Indian Lake (Man.) – quelque 300 kilomètres au nord ouest de Thompson – permet de résoudre certains inconvénients des services de police en zone éloignée.

La localité est reliée par un chemin de terre et un traversier à Leaf Rapids, qui, jusqu'en octobre dernier, constituait le détachement le plus près. La navette exigeait au moins une heure et demie aux agents chargés des patrouilles et des interventions.

Désormais, la GRC compte une présence à plein temps dans la petite localité du nord du Manitoba au sein de la nation crie O Pipon Na Piwin.

« Les membres n'auront plus à parcourir cette distance deux, trois, quatre fois par jour, explique la s.é.-m. Beryl Lewis, de la GRC du district nord du Man. Au lieu, ils pourront faire leur travail sur place, notamment recueillir des dépositions et effectuer leurs enquêtes. »

Le serg. Éric Descoteaux, chef du nouveau détachement, souligne que le temps épargné sur la route facilitera la vie des membres.

« Le temps de déplacement est taxant », explique-t-il.

NOUVEAUX CONTACTS

La présence permanente des policiers à South Indian Lake permet de tisser et de maintenir des liens avec la collectivité de près de 1 000 habitants.

« Nous pouvons donner suite à un appel en quelques minutes, précise le serg. Descoteaux. Les gens sont plus enclins à demander de l'aide, sachant que nous sommes sur place. »

Plutôt que de faire la longue route de Leaf Rapids, les membres peuvent traverser la localité en 10 minutes.

Si le détachement est nouveau, des changements apparaissent déjà dans la collectivité.

« Les appels se décuplent », souligne le gend. Gerald McRae, qui a amorcé son affectation à la fin de l'été.

« Les gens sont conscients de notre présence, ce qui fait la différence, ajoute Shirley Ducharme, chef de la nation crie O Pipon Na Piwin. Nous abordons de front de gros problèmes comme les voies de fait, la violence et la conduite avec les facultés affaiblies. »

Notre présence permanente ouvre la porte à des programmes de police constructifs.

« Une fois établis, nous espérons élargir l'approche communautaire, notamment auprès des jeunes, souligne le gend. McRae. Jusqu'ici, ceux-ci raffolent des tatouages temporaires que nous leur offrons. »

Le nouveau bureau de police reçoit un accueil favorable des habitants de la localité.

« Ils souhaitent notre présence et nous aident à établir le détachement », précise la s.é.-m. Lewis. Lorsque nous en avons fait la proposition au conseil, tous les membres ont applaudi. »

Pour justifier l'établissement d'un nouveau détachement, le conseil de bande a recensé le nombre d'appels et le délai de réponse, entre autres.

« Nous attendions ce projet depuis longtemps. Il a fallu travailler d'arrache-pied pour y parvenir, explique Mme Ducharme. Nous avons mis en commun nos idées et nos ressources. »

Lorsque la question de l'hébergement a été soulevée, les membres de la collectivité ont offert de loger les membres d'ici à ce qu'on trouve une solution permanente.

ROTATION DU PERSONNEL, GAGE DE RÉSILIENCE

Selon cette nouvelle formule de détachement doté par rotation, les membres travaillent huit jours, suivis de six jours de relâche; ils peuvent rentrer chez eux dans leur localité d'attache, comme Thompson. Cette rotation permet de toujours avoir des policiers sur place; un chevauchement des horaires assure la continuité des opérations et des services.

« Nous pouvons ainsi refaire le plein, passer du temps en famille et même prendre de courtes vacances », explique le serg. Descoteaux.

« Après avoir fait relâche, les policiers reviennent frais et dispos, gage d'efficacité au travail », ajoute la s.é.-m. Lewis.

Le Détachement de la GRC à Leaf Rapids entreprend lui aussi de passer à ce nouveau mode. Auparavant, les membres demeuraient dans le village de 550 personnes lorsqu'ils y étaient affectés.

L'affectation par rotation est avantageuse pour tous les détachements de la GRC dans le district nord. En cas d'incident critique dans la région, les membres résidant à Thompson peuvent prêter main-forte en heures supplémentaires durant leurs jours de congé.

Le nouveau modèle vise également à rendre le travail en région éloignée plus attrayant pour les membres.

« L'affectation dans une collectivité éloignée est source d'isolement et peut influer sur votre santé mentale, ajoute le serg. Descoteaux. Le modèle de détachement doté par rotation favorise un meilleur équilibre entre la vie professionnelle et personnelle. » ■

Serge Gouin, GRC

Mike Dumas, directeur exécutif de la nation crie O Pipon Na Piwin, s'entretient avec des membres affectés au nouveau détachement de la GRC à South Indian Lake (Man.)

UN CADEAU DU CIEL

LE SERVICE DE L'AIR DE LA GRC APPORTE UNE AIDE VITALE

par Travis Poland

Pour les policiers qui travaillent dans des régions isolées, le simple fait de s'y rendre peut représenter un défi.

Le Service de l'air de la GRC allège cette difficulté en transportant des policiers et de la marchandise et offre un soutien opérationnel aux membres de première ligne.

« Le Service de l'air assure un lien essentiel avec l'extérieur pour plusieurs communautés », affirme Ashleigh Jamieson, coordonnatrice du Service de l'air pour la GRC au Manitoba.

En général, les avions sont aménagés de façon à pouvoir transporter jusqu'à six passagers, du matériel opérationnel et des marchandises essentielles jusqu'à des endroits autrement accessibles uniquement par de longues routes, des routes de glace ou de rares vols commerciaux.

Pour piloter un Pilatus PC-12, l'avion que la GRC utilise le plus souvent, il faut beaucoup d'expérience vu l'isolement des détachements et les arrêts qu'il faut faire en chemin.

« Le vol de Winnipeg à Churchill, de près de 1 000 kilomètres, prend 25 minutes de moins que le vol de Winnipeg à Calgary », explique le gendarme spécial Byron Taylor, qui est pilote depuis de nombreuses années, dont 14 à la GRC.

Les pilotes atterrissent souvent sur du gravier ou des pistes d'atterrissage couvertes de glace, sans aide à la navigation, contrôleur aérien ou bulletin météo officiel. Ils se fient à leurs compétences, à leur expérience et à leur bonne connaissance de la région pour assurer la sécurité de tous.

« Aux aéroports dans le Nord, les services comme le déneigement et les rapports sur l'état des pistes d'atterrissage sont limités, surtout la fin de semaine », ajoute le g.s. Taylor.

Certains détachements au Manitoba, comme ceux de Shamattawa, d'Oxford House et de Pukatawagan, ont adopté un modèle de détachements accessibles uniquement par avion, dont les membres sont transportés entre le détachement et Winnipeg par rotation.

Il faut planifier les vols minutieusement, en tenant compte des besoins opérationnels, des limites de poids, des réserves de carburant et de l'horaire des pilotes. Ceux-ci ne peuvent pas faire le plein de carburant à chacun de leurs arrêts, et Transports Canada a établi une période maximale pendant laquelle ils peuvent piloter et être de service.

Serge Gouin, GRC

Le Service de l'air de la GRC offre un service vital pour des policiers partout au pays.

APPUYER LES ENQUÊTES

Le Service de l'air peut appuyer les enquêtes en assurant le transport d'équipement, de policiers spécialisés et d'éléments de preuve, et en faisant de la photographie aérienne.

Les pilotes de la GRC sont des gendarmes spéciaux et, à ce titre, ils peuvent prendre en charge des éléments de preuve le temps de les transporter jusqu'à un policier dans un grand centre. Ainsi, l'intégrité des enquêtes est préservée et les policiers n'ont pas à s'absenter des détachements isolés pendant plusieurs jours.

« C'est un travail stimulant, affirme le g.s. Taylor. Nous pouvons transporter des spécialistes de l'identité judiciaire sur les lieux de crimes graves, répondre à des appels de service dans des communautés isolées ou chercher des chasseurs portés disparus. On ne sait jamais ce qui nous attend, tout dépend des priorités opérationnelles. »

Lorsque la police doit intervenir dans des régions isolées comme Lac Brochet ou Tadoule Lake, à 1 000 kilomètres au nord de Winnipeg, les policiers arrivent de Thompson en avion.

La majorité des vols servent à transporter des policiers et à soutenir leur travail, mais le Service de l'air appuie aussi les opérations de recherche et sauvetage lorsque c'est possible.

« Nous pouvons amener des policiers en renfort et, lorsque les conditions le permettent, nous pouvons utiliser notre équipement spécialisé afin de retrouver des personnes disparues », explique Ashleigh Jamieson.

AIDER LES GENS

Une fois qu'un policier s'est installé dans une région isolée, il est difficile de lui faire parvenir de la marchandise ou des effets personnels. Ses proches peuvent apporter au hangar de la GRC des articles qui lui seront envoyés s'il y a suffisamment d'espace dans l'avion.

Et lorsque des policiers affectés à des régions difficiles d'accès doivent suivre une formation, un avion de la GRC les amène jusqu'à l'endroit où la formation sera donnée.

« Je ne voudrais pas travailler dans un détachement isolé si ce n'était du Service de l'air. Grâce à lui, nous sommes moins isolés », déclare le cap. Michael Dyck, qui dirige le détachement de la GRC à Churchill, une ville accessible uniquement par avion à l'ouest de la Baie d'Hudson.

Lorsqu'il a fallu remplacer des lumières extérieures au détachement de Churchill, le cap. Dyck a commandé le matériel à Winnipeg, et un pilote de la GRC le lui a apporté lors du vol suivant.

« Sans le Service de l'air, notre travail serait beaucoup plus difficile, c'est certain », conclut-il. ■

GRC

Les policiers de la GRC et les membres de la Première Nation de Makwa, vêtus de rouge, ont défilé ensemble à LoonLake (Sask.) afin de se réapproprier cette couleur arborée par des gangs violents locaux pour semer la peur.

COMMENT MIEUX SERVIR LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES?

LES SPÉCIALISTES

- **Serg. Ryan How, chef du Détachement de Loon Lake (Sask.)**
- **Gend. Chester Williams, Services de police autochtones, Détachement de Merritt (C.-B.)**
- **Gend. Tayte Goddard, Détachement de Stony Rapids (Sask.)**
- **Cap. Charmaine Parenteau, Service de recrutement de la GRC, Yellowknife (T.N.-O.)**

Chaque communauté a des caractéristiques et des défis qui lui sont propres, et cela vaut aussi pour les communautés autochtones. Il n'y a pas de solution instantanée aux problèmes locaux. Nous avons demandé à quatre agents de la GRC de nous expliquer comment ils aident à améliorer les relations avec les Autochtones, nouent des liens authentiques avec eux et leur assurent des services efficaces.

SERG. RYAN HOW

Je travaille en Saskatchewan (à la Division F) depuis mon entrée à la GRC, plus précisément dans le District Nord, où j'ai surtout travaillé et vécu dans des communautés autochtones.

Je n'ai aucun doute que les réussites que j'ai connues sont attribuables aux liens sincères que j'ai tissés d'abord sur le plan personnel, puis à titre de policier. Habituellement, les deux vont de pair, mais si on n'est pas prêt à établir des contacts personnels, le rôle de professionnel qu'on joue demeurera unidimensionnel et inefficace.

Pour établir des relations authentiques, il faut notamment faire preuve d'honnêteté et être capable d'avoir des discussions difficiles avec des élus afin de définir le rôle de soutien ou de leadership que jouera la GRC. Chaque communauté est unique à cet égard.

Je ne peux pas stopper le fléau de la meth en cristaux. Un membre de première ligne de la GRC ne peut régler seul les problèmes d'alcoolisme et de violence conjugale de troisième, quatrième ou cinquième génération dans une communauté. On ne peut pas répondre aux besoins de tous. Par contre, je crois que la GRC peut veiller à la protection de la majeure partie de la population contre la violence, les problèmes de consommation et la criminalité.

C'est la stratégie que nous avons adoptée dans le village de Loon Lake et la communauté de la Première Nation de Makwa Sahgaiehgan.

Ces dernières années, les deux communautés voisines sont terrorisées par un gang extrêmement violent qui arbore la couleur rouge (p. ex. des bandanas, des armes à feu au canon scié et des cheveux rouges) pour faire de l'intimidation et semer la peur.

Lors de discussions difficiles et émotives avec les chefs locaux, nous avons appris que les gens étaient prêts à se défendre, mais qu'ils avaient peur.

Grâce à la GRC, ils ont pu se tenir debout : les policiers ont organisé une marche où tous porteraient du rouge pour mettre fin à la campagne de terreur menée par le gang. Le 1er octobre 2019, plus de 350 personnes vêtues de rouge ont marché aux côtés de membres de la GRC en tunique rouge. L'idée s'est propagée dans les communautés autochtones voisines, qui ont organisé elles aussi des marches pour dénoncer la violence des gangs.

Ce n'est là qu'un exemple de ce qu'on peut accomplir grâce à des relations authentiques.

Des efforts de réconciliation ont lieu chaque jour dans des centaines de communautés du Canada, uniquement au su

des gens directement concernés. Je crois que cette discrétion témoigne de l'efficacité et du travail formidable des membres de première ligne, malgré les circonstances difficiles. Le travail effectué à chaque quart, c'est ça la réconciliation.

La GRC compte des centaines d'experts de la réconciliation qui travaillent auprès de communautés autochtones. Ce sont habituellement des agents qui en sont à leur première affectation et qui nouent des relations personnelles fondées sur l'honnêteté avec les gens qu'ils servent. Ils savent qu'en région isolée, ils doivent compter sur la collectivité pour rester en sécurité, et vice-versa.

Pour arriver à nos fins, il nous faut continuer d'accroître le soutien offert à ces agents et écouter ce qu'ils ont à dire.

GEND. CHESTER WILLIAMS

Je suis entré à la GRC en tant que membre des Premières Nations en 1999, et je travaille auprès des communautés autochtones depuis.

Les Services de police autochtones (SPA) de la C.-B. ont pour mandat d'offrir aux Autochtones des services policiers proactifs qui tiennent compte des diverses réalités culturelles. Nous nous efforçons d'améliorer les relations entre les Autochtones, la GRC et le système de justice pénale grâce à un groupe de policiers solide et efficace.

Les SPA surveillent, coordonnent et offrent à plus de 200 communautés autochtones de la C.-B. des services qui relèvent du programme des services de police autochtones et de la Politique sur la police des Premières nations.

Ces services comprennent le recrutement, la collecte de renseignements liés aux questions autochtones, l'élaboration et la prestation de programmes et les négociations d'ententes communautaires tripartites.

Je crois que pour gagner la confiance des collectivités que nous servons, il faut faire preuve d'honnêteté et d'intégrité.

Le rôle des policiers de la GRC est d'offrir aux collectivités les ressources dont elles ont besoin pour corriger des problèmes, dont certains persistent depuis des siècles (revendeurs de drogue, contrebandiers dans les réserves, etc.).

Nous offrons aux dirigeants des communautés des programmes et des outils pour leur permettre de s'attaquer aux problèmes. Nous voulons que les membres de la communauté prennent la responsabilité de faire de la réserve un milieu sain pour nos dirigeants de demain.

En 20 années de service, je retiens surtout trois excellentes initiatives.

Premièrement, chaque semaine à Massett, en C.-B., des policiers de la GRC offrent d'amener des personnes sans domicile fixe à la salle communautaire, où elles se font servir du café et un repas chaud. Cette initiative favorise des relations de grande confiance entre les policiers et les membres de la communauté.

Deuxièmement, à Hazelton (C.-B.), la GRC a créé un programme appelé Operation Good Deeds (opération bonnes actions). Les membres du détachement choisissent trois jeunes qui font un travail exceptionnel dans leur communauté de la Nation Gitskan et leur offrent un voyage d'un week-end incluant un vol jusqu'à Vancouver pour assister à une partie de hockey de la LNH. C'est une belle récompense, car certaines familles n'ont pas les moyens de voyager.

Enfin, les SPA à Merritt (C.-B.) ont conçu des décalcomanies pour tous les véhicules des SPA avec les blasons des réserves d'Upper et de Lower Nicola, de Shackan et de Coldwater. Quand les membres des communautés voient les décalcomanies sur les véhicules de police, leur fierté est évidente.

Nous sommes entrés à la GRC parce que nous voulions changer les choses. Sous la direction de l'insp. Dee Stewart, les SPA aident les policiers autochtones à réaliser cet objectif.

GEND. TAYTE GODDARD

J'ai travaillé comme policier auprès des Premières Nations de Makwa Sahgaiehcan et de Black Lake en Saskatchewan, et j'ai vécu et été actif dans ces communautés.

La première est une nation crie, et des membres de la Première Nation Denesuline sont établis à Black Lake. Ce milieu offre une démographie sociale unique pour ceux qui y vivent et y travaillent pour le maintien de l'ordre, car les deux communautés présentent de nombreuses différences sur le plan traditionnel, religieux et culturel. Il est important de les connaître.

Les membres de la GRC sont souvent plongés dans des endroits, des univers culturels et des communautés qu'ils ne connaissent pas. Il est essentiel de s'adapter pour réussir et tirer de la satisfaction de son travail.

GRC

En octobre dernier, plus de 350 personnes de Loon Lake et de la Première Nation de Makwa Sahgaiehgan vêtues de rouge ont marché aux côtés de membres de la GRC en tunique rouge pour dénoncer la violence des gangs.

Il nous faut devenir des membres à part entière de la communauté que nous servons et pas seulement y jouer le rôle de policier. Notre contribution est nécessaire.

Par le passé, la GRC a fait du tort aux populations autochtones de l'Ouest canadien. Comme les Autochtones transmettent leurs connaissances oralement de génération en génération, les interactions d'hier et d'aujourd'hui entre la GRC et les communautés autochtones peuvent teinter la perception que ces dernières ont de la GRC.

Il est important d'être à l'écoute de la façon dont la collectivité se sent par rapport aux policiers et à leur travail. Écouter quelqu'un parler de ce qu'il ressent ou de son point de vue est le plus grand pas vers des relations respectueuses et la réconciliation entre la GRC et les communautés autochtones. Parler, c'est facile. Il ne suffit pas de dire que nous sommes résolus à améliorer nos relations. Il faut agir.

Comment pouvons-nous mieux servir les communautés autochtones? En participant à de nouvelles activités, par exemple prendre part à un camp culturel pour apprendre à fumer le poisson, débiter un orignal avec des jeunes et des aînés et assister à un pow-wow, en allant aux réunions avec le chef et le conseil de bande, et surtout, en participant aux activités communautaires, pas à titre de policier, mais en tant que citoyen.

Les communautés autochtones misent sur la confiance. Les membres de la GRC qui arrivent à établir un lien de confiance avec elles pourront plus facilement s'attaquer aux problèmes et collaborer avec les membres de la communauté pour trouver une solution. Grâce aux liens de confiance, nous pouvons parler franchement aux gens, d'égal à égal, en laissant de côté l'uniforme et ce qu'il représente. Par la suite, ces personnes ont confiance en nous et nous respectent en tant que policiers.

Les policiers de la GRC s'engagent à bien faire leur travail, mais ils prennent aussi un engagement envers eux-mêmes en tant que personnes et membres de la collectivité. Nous sommes affectés à un endroit pendant deux, trois ou cinq ans, voire plus. Notre contribution ne se limite pas à notre rôle de policier, mais elle s'étend aussi à notre rôle dans la communauté.

Il est beaucoup mieux que les gens vous appellent par votre nom plutôt que de vous appeler « le policier » ou « le gendarme ». La plupart des communautés sont petites et très soudées. Nos actions et paroles peuvent parvenir à beaucoup de gens même si peu de personnes en ont été témoins.

Il nous faut écouter et pas seulement entendre les gens, et être prêts à leur donner du temps. Le temps file, et si après 25 ans de travail policier on peut se souvenir d'une personne ou d'une communauté pour laquelle on a changé les choses, ou encore d'un changement positif durable auquel on a participé, on peut dire que notre temps et nos efforts ont porté fruit.

CAP. CHARMAINE PARENTEAU

Je suis policière depuis 15 ans. J'ai commencé ma carrière au Service de police de la Tribu des Blood, où j'ai servi la Nation Kainai, sur une terre visée par le Traité nº 7, dans la Blood Indian Reserve 148. J'ai aussi travaillé sur une terre visée par le Traité nº 8, sur laquelle étaient établies les Premières Nations de Driftpile, de Sucker Creek et de Swan River, toutes en Alberta.

Je travaille actuellement à Yellowknife, où je suis agente de recrutement pour l'ensemble des Territoires du Nord-Ouest.

Tout au long de ma carrière, j'ai travaillé auprès de nombreuses communautés diversifiées, dans des comtés, de grandes villes, des villages, des réserves et d'autres pays, mais j'ai toujours préféré travailler avec les communautés autochtones. Comme je suis autochtone, je suis à même de comprendre le mode de vie de ces peuples et les problématiques qui se posent dans certaines communautés. J'aime contribuer à de petits changements positifs.

J'abonde dans le sens des explications très claires qui figurent dans le rapport final de l'Enquête sur les FFADA en ce qui touche la façon dont les policiers peuvent mieux servir les communautés autochtones. J'appuie les appels à la justice figurant à la section 9 du rapport, car ils décrivent très bien ce à quoi l'avenir doit ressembler. Afin d'assurer de bons services de police aux peuples autochtones, il nous faut connaître, comprendre et respecter leurs besoins.

Je crois que la GRC adopte cette façon de faire à bien des égards, plus précisément en renseignant et en formant ses membres sur les pensionnats, les traumatismes intergénérationnels, la réconciliation et la guérison. Tout cela fait partie d'un processus fondamental visant à changer les mentalités afin d'offrir des services de police de qualité et de recruter des Autochtones.

Notre organisation doit défendre les peuples autochtones et recruter des Autochtones.

Il existe de nombreux obstacles au recrutement dans les Territoires, notamment en ce qui concerne les critères à respecter pour pouvoir poser sa candidature.

Pour postuler, il faut entre autres avoir un permis de conduire sans restriction. Dans bien des petites communautés des Territoires du Nord-Ouest, les conducteurs possèdent des permis avec restrictions compte tenu de l'infrastructure routière dans leur secteur. Certains ne peuvent pas conduire en dehors de leur communauté.

Lorsque des postulants ont de la difficulté à satisfaire à certains critères, nous les aidons du mieux que nous le pouvons à toutes les étapes du processus. Dans un grand nombre de communautés des T. N.-O., on attend avec impatience le jour où la candidature d'un membre de la collectivité sera retenue. ■

GRC

La GRC doit encourager les Autochtones à postuler et les aider à surmonter certains obstacles.

CAMP JEUNESSE DE LA GRC

CANOT, FEUX DE CAMP ET CULTURE POUR UNE VINGTAINE DE JEUNES FILLES

par Travis Poland

Un camp organisé par la GRC vise à autonomiser des jeunes filles de Shamattawa (Man.) et à tisser des liens communautaires.

Depuis deux étés, un camp de guides près de Winnipeg réunit des jeunes filles d'une communauté des Premières Nations à quelque 750 km au nord de la capitale.

L'initiative vise à stimuler l'assurance des filles issues de la communauté de 1000 habitants aux prises avec des problèmes comme le suicide, les incendies criminels et la violence familiale.

« Il s'agit d'autonomiser ces jeunes, explique la serg. Deb Richard du Détachement de la GRC à Shamattaw, et de les affranchir du carcan de la victime. »

Durant leur séjour mémorable au camp de Caddy Lake, les jeunes filles ont eu droit à des exposés sur le leadership et l'autonomie par un pilote d'ambulance aérienne originaire de Shamattawa et par la commandante divisionnaire de la GRC, la comm. adj. Jane MacLatchy.

RENFORCER LES LIENS

Lorsqu'elle visite l'école de Shamattawa presque tous les matins, la serg. Richard entend des élèves qu'ils gardent un chaleureux souvenir du dernier camp et se réjouissent à la perspective du prochain.

« On a su mobiliser les jeunes », précise la sergente, qui participe bénévolement à d'autres programmes comme celui des Jeunes gardes forestiers. « L'initiative renforce nos liens avec la communauté et avec nos organismes partenaires. »

La programme est l'un des nombreux moyens pour la GRC de soutenir les gens et les collectivités où elle travaille.

« En tant que policiers, nous aimons aider les gens et prendre l'initiative », explique la cap. Lesley Scramstad, qui a été chaperon au camp et a travaillé dans nombre de détachements éloignés dans la province. « La police communautaire est un pilier de nos services. »

Lors des activités traditionnelles d'un camp : canot, artisanat et feux de camp, les filles de Shamattawa ont l'occasion de faire connaître leur culture à d'autres filles des quatre coins de la province. Aux repas, elles expliquent le sens d'expressions cries et décrivent leur vie dans le Nord.

« Elles ont du ressort, et tout autant à nous apprendre que nous pour elles », souligne la cap. Scramstad.

Le programme a été lancé l'an dernier par la gend. Julie Côté, de la GRC, grâce au Fonds de confiscation des biens illicites du Man., qui réorientent des actifs illicites pour le bien public.

En 2018, 15 filles ont participé au camp. L'an dernier, 25 filles de 6 à 15 ans y ont pris part.

Athena Le Fort Lynx a offert d'être mentore au camp. Après avoir suivi récemment le Programme de formation des précadets autochtones de 3 semaines à l'École de la GRC (Dépôt), elle a saisi l'occasion de participer à titre bénévole.

« C'était une expérience stimulante, explique-t-elle. Ces filles brillent par leur courage. »

Gail Francois, une autre bénévole qui a suivi la formation des précadets, est fière d'avoir contribué au programme.

« Les filles me rappellent mes années de jeunesse », précise Gail, qui a grandi dans une réserve avant de déménager à Winnipeg à 11 ans.

« Je veux servir de modèle et montrer aux jeunes les possibilités d'exceller, explique Gail Francois. Motivées, elles veulent acquérir les compétences voulues pour contribuer à leur communauté. »

UN TRAVAIL COLLECTIF

Les guides du Manitoba n'ont ménagé aucun effort pour organiser le camp de cette année.

En mars, l'organisme avait annoncé que le site serait fermé pour la saison, mais après quelques ajustements, il a pu rouvrir pour accueillir les filles de Shamattawa ainsi que des guides de partout au Manitoba.

« L'organisme s'est surpassé et nous avons pu offrir le camp », explique la serg. Richard.

Au début du programme à Shamattawa, le Quartier général de la GRC au Manitoba a multiplié les démarches pour en faire une réussite. Le personnel a organisé les déplacements par avion et par autobus, et même une étape au zoo Assiniboine Park.

« L'initiative n'est pas l'œuvre d'un seul détachement; nous avons eu le soutien du QG et des Services de police contractuels et autochtones, précise la serg. Richard. Une expérience positive pour tous les intervenants ». ■

GRC

Un groupe de 25 filles de Shamattawa (Man.) se sont fait des amies à un camp organisé par la GRC l'été dernier.

UN ENDROIT SÛR OÙ VIVRE

DES PLANS COMMUNAUTAIRES POUR LES PREMIÈRES NATIONS

GRC

La GRC est l'un des nombreux partenaires locaux qui travaillent avec la Première Nation d'Esgenoopetitj au Nouveau-Brunswick à l'élaboration d'un plan de sécurité pour améliorer la vie des habitants.

par Paul Northcott

Avec l'appui de la GRC, bien des communautés autochtones au pays ont lancé des initiatives de planification de la sécurité pour améliorer la vie de leurs résidents.

Pour certaines, le travail va bon train. Pour d'autres, dont la Première Nation d'Esgenoopetitj au Nouveau-Brunswick, l'initiative est relativement récente.

Chaque fois, la GRC ou la police locale collabore avec des partenaires : autorités de la santé, écoles, jeunes et représentants des aînés, entre autres, toujours afin de créer un endroit sûr où vivre tout en respectant la culture et les besoins de chacun.

« Cette planification aidera les communautés à cerner les risques et à dresser un plan pour les atténuer », explique la surint. Shelly Dupont, chef du district Nord Est de la GRC au N.-B., qui a participé à une réunion de planification en 2019. « C'est une démarche efficace, parce que menée sous l'impulsion de la communauté. »

Kyna Kingbird est coordonnatrice du programme de sécurité communautaire à Esgenoopetitj, aussi connue sous le nom de Burnt Church.

« Nous visons la sécurité globale de la communauté; il nous faut donc examiner les enjeux et les résoudre afin d'aider les gens à s'épanouir, dit elle. Nous voulons collaborer avec la GRC et créer une stratégie qui soutient tous les éléments de la communauté, notamment en coopérant de façon honnête et transparente avec tous nos partenaires. »

UNE APPROCHE SUR MESURE

Le projet, connu officiellement comme l'Initiative en matière de planification de la sécurité des collectivités autochtones (IPSCA), a débuté en 2010 avec l'appui de Sécurité publique Canada et a été renouvelée en 2014 dans le cadre du Plan d'action pour contrer la violence familiale et les crimes violents à l'endroit des femmes et des filles autochtones.

Grâce à l'élaboration d'un plan, les collectivités autochtones mettent en œuvre des démarches adaptées aux besoins. Un facilitateur de Sécurité publique Canada tient des réunions de travail pour aborder les antécédents et les besoins de la collectivité et fixer les priorités. Le processus se poursuit jusqu'à l'élaboration d'un plan.

La première rencontre à Esgenoopetitj a eu lieu en février 2019.

« Au cours de l'atelier de deux jours, tout le monde s'est exprimé et a été entendu », précise la surint. Dupont, ajoutant qu'on a abordé un vaste éventail de sujets : toxicomanie, violence, prostitution, contrôle des animaux et nécessité de lampadaires supplémentaires.

Mme Kingbird, qui a amorcé son travail en juillet, sait que sa localité est aux prises avec ces problèmes, entre autres, et qu'il incombe de se pencher sur leurs causes profondes.

LE FOND DES CHOSES

Entre 1999 et 2002, les esprits se sont échauffés lors de la crise de Burnt Church; les membres de la collectivité ont revendiqué le droit de capturer et de vendre le homard hors saison, source d'affrontements violents entre les pêcheurs autochtones et non autochtones.

« Le conflit ne s'est jamais dissipé et nécessite encore une médiation », explique Mme Kingbird.

Il y a aussi le cas d'Hilary Bonnell, une fille de 16 ans qui a disparu et a par la suite été retrouvée assassinée en 2009. La victime et l'homme inculpé du meurtre étaient membres de la Première Nation d'Esgenoopetitj.

« L'affaire a ébranlé la communauté, surtout les adolescents », souligne Mme Kingbird.

Les initiatives pour sensibiliser jeunes et aînés à l'histoire de la communauté doivent aussi être soutenues pour prévenir les comportements néfastes chez les deux groupes.

Le serg. Pierre Chiasson, de la GRC, qui participe à la planification de la sécurité dans la communauté, souligne le désir des policiers d'établir des liens concrets avec tous les partenaires.

« Nous devons établir des relations solides parce que la planification de la sécurité est le pilier de la prévention », ajoute t il.

L'efficacité du plan ne peut se mesurer à l'aide d'une simple liste de vérification.

« Nous sommes déterminés à concrétiser les initiatives, mais il faut d'abord nous assurer que tous les membres de la communauté souscrivent au processus. ■

AIDER LES PERSONNES VULNÉRABLES

UNE ÉQUIPE DE SÉCURITÉ VEILLE SUR LES PERSONNES DANS LE BESOIN

par Paul Northcott

Chaque jour, des policiers partout au Canada voient des gens qui traversent une période difficile.

À Port Alberni (C.-B.), une équipe a été créée précisément pour travailler auprès des personnes les plus vulnérables : les jeunes sans-abri, souvent des Autochtones, qui peuvent être toxicomanes et travailler dans le commerce du sexe.

« Nous trouvons des jeunes dont nous ignorions l'existence », déclare la gend. Beth O'Connor, chef du projet de l'équipe de sécurité des Autochtones.

La gend. O'Connor ajoute que l'équipe se consacre en grande partie aux jeunes, mais qu'elle s'occupe également des aînés.

« Nous essayons d'aider le plus de gens possible, affirme-t-elle. De plus en plus de personnes âgées vivent seules et ont besoin de notre aide. »

FUIR SES PROBLÈMES

Le cap. Jay Donahue, qui a mis l'équipe sur pied, travaille à Port Alberni depuis 2007.

Il explique que le programme était nécessaire pour réduire les interventions répétées pour des cas de dépendance à l'alcool et à la drogue et de santé mentale dans la communauté nuu-chah-nulth, dont le conseil tribal est établi à Port Alberni.

« Port Alberni est une plaque tournante pour beaucoup de membres des Premières Nations sur l'île de Vancouver, ajoute la gend. O'Connor. Les Autochtones viennent ici pour fuir leurs problèmes et vivre dans la rue. »

Le cap. Donahue raconte qu'il est devenu évident que la solution n'était pas de mettre les gens en état d'arrestation :

« Une fois libérés, ils n'avaient aucune aide pour leurs problèmes de toxicomanie, de santé mentale, d'alcoolisme et de violence conjugale. »

Maintenant, le cap. Donahue, la gend. O'Connor et le gend. Pete Batt cherchent jour et nuit des personnes qui ont besoin d'aide.

« Ils parcourent les rues et vont dans les bois pour trouver des gens que nous pouvons aider », dit Vina Robinson, l'administratrice de Teechuktl Mental Health pour le conseil tribal de la communauté nuu-chah-nulth.

L'organisation offre des services à 14 Premières Nations nuu-chah-nulth qui comptent environ 10 000 membres.

« Beaucoup de jeunes s'installent dans des campements en bordure de la ville, et nous essayons de savoir qui vit là et qui a besoin d'aide », explique la gend. O'Connor.

En novembre, l'équipe est entrée en contact avec une jeune femme nuu-chah-nulth en difficulté.

« Nous la soupçonnons fortement de travailler dans le commerce du sexe, de ne pas avoir d'adresse et de consommer régulièrement de la drogue », affirme le cap. Donahue.

L'équipe s'efforce de rester en contact avec la jeune de 17 ans et de trouver d'autres ressources pour l'aider.

« Nous espérons la convaincre de se faire soigner, ajoute le cap. Donahue. Hélas, nous travaillons aussi auprès de sa sœur de 14 ans. »

TROUVER DE L'AIDE PLUS RAPIDEMENT

L'idée de former une équipe de sécurité des Autochtones a germé en 2018, alors que le cap. Donahue collaborait avec des partenaires locaux afin de conclure une entente qui permettrait aux membres de la GRC d'aiguiller des gens vers le programme de santé mentale du conseil.

« Au cours de la première année, nous avons eu des centaines d'aiguillages, dit le cap. Donahue. Ensuite, nous avons créé l'équipe de sécurité des Autochtones pour nous occuper des membres des Premières Nations les plus à risque en ville. »

Il souligne que les intervenants de première ligne, comme ceux du conseil tribal, sont essentiels pour aider les personnes les plus vulnérables à Port Alberni.

« Mais nous avions besoin d'un quart-arrière, et c'est l'équipe de sécurité des Autochtones. »

Vina Robinson affirme que le partenariat avec la GRC a aidé ceux dans le besoin à obtenir des services plus rapidement.

« Les membres de la GRC peuvent, par exemple, expliquer aux juges qu'une telle personne, au lieu d'être incarcérée, doit recevoir des services d'aide ou toute autre forme d'intervention », explique-t-elle avant d'ajouter que l'équipe de sécurité des Autochtones contribue à établir la confiance entre la police et les clients.

« Cette équipe est incroyablement importante, dit-elle. Avant, quand un membre de la GRC offrait son aide à une personne dans la rue, celle-ci se méfiait. Mais Beth (O'Connor) et ses collègues parlent aux gens dans la rue et apprennent à les connaître. Et quand les jeunes apprennent qu'ils sont là, ils acceptent habituellement leur aide. » ■

GRC

La GRC à Port Alberni (C.-B.) a mis sur pied une équipe de sécurité des Autochtones pour aider les personnes les plus vulnérables de la ville — qu'elles vivent dans la rue, dans des campements, ou seules chez elles.

PRÉSENCE SIGNIFICATIVE DANS LA COMMUNAUTÉ

DEUX AGENTS DE LIAISON JETTENT DES PONTS À AKWESASNE

par Paul Northcott

Certes, les policiers GRC doivent faire respecter la loi, mais ils peuvent aussi contribuer à la sécurité des communautés autochtones par des moyens non répressifs.

Le cap. Terry Hamelin, de la GRC, travaille comme agent de liaison avec le Service de police mohawk d'Akwesasne (SPMA), dans l'Est ontarien.

Ensemble, la GRC et le SPMA fournissent des services à 15 000 résidents en territoire haudenosaunee.

« Créer des liens de confiance, c'est ça notre travail, résume le caporal qui est membre de la Timiskaming First Nation (Québec) et compte 23 années d'expérience aux services généraux. Akwesasne n'est pas une réserve ordinaire : ses frontières délimitent un territoire qui s'étend sur le Québec, l'Ontario et l'État de New York. »

Installé à Cornwall (Ont.) et arrivé en poste en août, le cap. Hamelin travaillera avec le gend. Norm King, l'agent de police communautaire du SPMA. Il contribuera notamment à organiser des événements communautaires et à accroître la visibilité de la GRC dans la région.

« Je vais avoir la chance de rencontrer des gens et d'incarner la GRC au sein de la communauté », déclare le cap. Hamelin.

D'HIER À AUJOURD'HUI

Akwesasne connaît les mêmes problèmes que beaucoup d'autres communautés au pays : homicides, voies de fait, violence de rue, drogue, intimidation et mauvais traitements.

La situation géographique de la réserve a occasionné au fil des ans de nombreux conflits qui ont été très médiatisés, la plupart portant sur l'introduction clandestine d'alcool, de tabac, de stupéfiants ou même de clandestins.

En outre, certains résidents soutiennent qu'ils ont le droit de franchir librement les frontières.

« Les résidents passent régulièrement la frontière parce qu'ils estiment que la réserve où ils vivent forme une seule et même communauté, observe le gend. King. Notre communauté abrite une grande diversité. Qui ne la comprend pas ne peut pas s'y rendre utile. »

Connaître Akwesasne, cela veut dire entrer en contact avec tout le monde, par exemple en allant dans les écoles, en tenant des ateliers de sécurité publique ou en s'entretenant avec les aînés.

Cela veut dire organiser des rencontres avec les jeunes pour parler des dangers de la drogue, donner des exposés sur des pratiques comme l'exploitation des enfants et la traite de personnes, et collaborer avec le SPMA en vue de diffuser cette information.

Certaines activités accroissent la présence policière au sein de la communauté, par exemple aller pêcher avec les enfants; d'autres, plus sérieuses, abordent des thèmes comme la violence conjugale, l'alcoolisme et la toxicomanie ou les femmes et filles autochtones disparues ou assassinées.

Le cap. Hamelin et le gend. King planifient les activités de concert.

« Mon rôle est d'assurer la liaison et de prêter mon aide (au SPMA), si j'en ai les ressources – et bien sûr, j'ai envie d'aider, explique le cap. Hamelin. La GRC veut s'engager et apprendre à connaître les gens et les communautés qu'elle a pour mission de protéger. »

« On s'appuie chacun sur l'avis de l'autre, ajoute le gend. King. Et il est dans l'intérêt du SPMA d'aider la GRC à apprendre et à comprendre tout ce qu'elle peut au sujet d'Akwesasne. »

Tous deux Autochtones, ils croient l'un comme l'autre que l'établissement de relations entre la population et la police est une étape essentielle à la réconciliation et à la guérison de tous.

SE MONTRER SOUS UN AUTRE JOUR

D'après un policier de la GRC faisant partie de l'Équipe mixte d'enquête (EME) de la région, laquelle regroupe des membres de la GRC, du SPMA et de l'OPP, le travail des agents de liaison est important, car « il donne à voir la police autrement que comme instrument de répression ».

« Ça comble une réelle lacune, car plusieurs résidents s'opposent à la présence de policiers de l'extérieur dans la réserve », analyse le membre de l'EME dont le nom doit être tu pour des raisons de sécurité.

Selon ce dernier, qui connaît bien le milieu de la police autochtone, il est capital d'établir des liens avec les aînés de la bande.

« Comme les anciens jouissent d'un très grand respect dans les communautés autochtones, il est indispensable d'obtenir leur appui. Ils exercent une influence considérable sur le groupe. »

« Le travail d'Hamelin montre que la GRC n'est pas là juste pour faire des arrestations. Il montre les efforts que nous faisons pour nous mêler à la vie de la communauté et pour mieux comprendre ses membres. En un mot, il fait voir la police sous un jour différent. » ■

GRC

Le cap. Terry Hamelin (à droite), agent de liaison de la GRC, collabore avec l'agent Norm King de la Police mohawk d'Akwesasne afin d'organiser des activités scolaires pour mieux comprendre la communauté.

DES FAMILLES ET DES COMMUNAUTÉS PLUS FORTES

LE TIPI D'ONION LAKE : UN PROJET RASSEMBLEUR

par Paul Northcott

Un tipi d'acier géant a été érigé à Onion Lake (Sask.). Selon ceux qui l'ont construit, il renforcera les familles et aidera les membres de la Première Nation Crie à participer davantage à l'éducation de leurs enfants.

La GRC a financé le projet dans le cadre de son Initiative de lutte contre la violence familiale qui vise notamment à appuyer les programmes de prévention de la criminalité.

Le tipi se trouve sur le terrain de l'école d'immersion crie Kihew Wacison à Onion Lake, à l'intersection principale de la communauté, souvent appelée « Four Directions » ou les quatre directions, un lieu ayant une signification particulière dans la culture autochtone.

Les résidents d'Onion Lake sont invités à accrocher au tipi une cuillère sur laquelle sont gravés le nom de leur famille et une vertu qui est pratiquée à la maison, par exemple l'amour, le respect ou l'honnêteté.

Une fois achevé, le monument aura les allures d'un carillon éolien géant.

GRC

La GRC a aidé à financer la construction d'un tipi géant à Onion Lake (Sask.) qui vise à amener les parents à participer davantage à l'éducation de leurs enfants.

UN SENTIMENT D'IDENTITÉ

Laili Yazdani, l'agente de programmes communautaires de la GRC à Onion Lake, espère que le tipi et ses cuillères aideront les familles à créer ensemble un sentiment d'identité et d'appartenance et à se tenir loin des dépendances ou de la criminalité, qui menacent leur stabilité.

Comme d'autres collectivités au Canada, Onion Lake est aux prises avec des problèmes de drogue (dont la méthamphétamine), de violence familiale et de gangs, ainsi que d'autres problèmes sociaux, qui peuvent amener certains jeunes à se joindre à un gang.

« Nous voulons aider à susciter un sentiment de fierté chez les membres et les familles de la communauté, explique Mme Yazdani. Tout le monde a des cuillères chez soi; c'est facile d'apporter sa contribution au tipi et de se remémorer nos vertus traditionnelles. »

Irene Carter a accroché une cuillère, ou plutôt trois, au tipi de 10 mètres de haut.

Plus de 2 500 peuvent être accrochées aux barres de métal horizontales de la structure, du sommet jusqu'en bas.

« Nous en avons mis une pour ma famille et deux autres pour les familles de nos deux enfants adultes », dit Mme Carter, qui a créé le programme de l'école d'immersion crie.

Elle a choisi les vertus de l'amour et de la patience.

« Il faut de l'amour pour élever des enfants et de la patience pour tolérer et surmonter toutes les difficultés qui y sont liées, ajoute Mme Carter, dont les enfants sont eux-mêmes parents. Encore aujourd'hui, notre patience est parfois mise à l'épreuve. »

CONSTRUIRE LES FONDATIONS

En décembre 2017, le projet a été approuvé par le chef et le conseil de bande, qui y a également alloué des fonds.

Selon Peggy Harper, conseillère en orientation à l'école secondaire Eagleview, de nombreux jeunes de la région ont des liens déficients avec leur famille.

« Certains ont vraiment besoin de liens solides avec leur famille, faute de quoi ils se joignent à un gang. Et souvent, leur famille ne s'en rend compte, car personne à la maison ne se préoccupe d'eux. »

Mme Harper et plusieurs de ses collègues, de même que Laili Yazdani, ont eu l'idée du tipi en 2017 pour amener plus de parents à participer à l'éducation de leurs enfants.

Ayant survécu aux pensionnats indiens (elle a fréquenté l'école St. Anthony d'Onion Lake pendant sept ans), Peggy Harper comprend bien les sentiments de solitude et d'abandon des jeunes ainsi que les tentations qui peuvent se présenter à eux.

« Ces jeunes en ont beaucoup sur les épaules, croit-elle. On s'attend à ce qu'ils aillent à l'école, mais leur vie est peut-être en train de s'écrouler. Ils ont besoin de plus de soutien, surtout à la maison. »

L'équipe du projet espère aménager autour du tipi un parc où l'histoire de la région sera racontée aux générations futures.

« Bien des gens ignorent l'histoire d'Onion Lake, et nous voulons la leur raconter », signale Mme Harper, qui ajoute que de grandes célébrations auront lieu autour du tipi chaque année à l'occasion du jour de la Famille en Saskatchewan.

Enfin, le projet du tipi a bénéficié d'un appui non financier offert par la municipalité rurale de Frenchman Butte, Beretta Pipeline Construction et le service des terres d'Onion Lake. ■

PASSÉ ET PRÉSENT

SENSIBILISER LES CADETS DE LA GRC AUX EXPÉRIENCES AUTOCHTONES

par Travis Poland

À l'École de la GRC, on enseigne l'histoire autochtone aux cadets pour les aider à se préparer au travail policier qui les attend.

Leur formation les prépare à une carrière qui les mènera n'importe où au pays, où les détachements de la GRC servent plus de 600 communautés autochtones.

« Nous voulons inculquer aux cadets une compréhension, une certaine empathie pour des problèmes qu'ils trouveront assurément dans leur carrière policière, explique le surint. pr. Tyler Bates, agent de formation à la Division Dépôt. Nos cadets viennent de partout, et beaucoup n'ont même jamais visité une communauté des Premières Nations. »

Le surint. pr. Bates mentionne l'exercice des couvertures de KAIROS, une expérience qui donne une idée de l'effet qu'a eu la colonisation sur les peuples autochtones, et les révisions des cours pour y incorporer des aspects des rapports de la Commission de vérité et de réconciliation et de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

« Nous parlons de réserves, de pensionnats indiens, de la *Loi sur les Indiens* et de traumatismes intergénérationnels, précise le surint. pr. Bates. Il m'importe que l'organisation enrichisse la compétence culturelle de ses membres et j'aime les changements que je vois. »

SENSIBILISER

Diane Redsky, experte dans le domaine de l'exploitation sexuelle, présente depuis peu des exposés aux cadets. Elle parle de l'étendue de la traite à des fins sexuelles au Canada et des facteurs qui mettent à risque les femmes marginalisées, notamment autochtones.

« Il faut avoir appris sur le sujet avant de débarquer dans une communauté, estime Mme Redsky, qui s'adresse aux cadets à l'instigation du Groupe des personnes vulnérables de la GRC à Ottawa. C'est un crime caché, mais quand on y a été sensibilisé, on a l'œil ouvert. »

Mme Redsky parle des indices de l'exploitation sexuelle et des préjugés dont il faut se défaire. En milieu rural et isolé, elle souhaite que les policiers prennent les devants, qu'ils discutent avec les jeunes et qu'ils fassent connaître les services de soutien offerts dans la ville la plus proche.

« Plus le policier en sait, mieux il peut aider à protéger la communauté », croit-elle.

Il est bon pour les communautés que leurs policiers soient à la page en matière de criminalité, pour les aider à trouver leurs solutions en fonction des données les plus récentes et exactes.

« Nous sensibilisons nos membres en cours de formation, de sorte que quand ils arrivent dans les détachements avec leurs partenaires, ils favorisent la sécurité des communautés autochtones », résume le surint. pr. Bates.

D'AUTRES INITIATIVES

L'enseignement n'est pas la seule initiative autochtone en cours à la Division Dépôt. Un cadet peut dorénavant prêter serment sur une plume d'aigle à la fin de sa formation.

« Voilà un obstacle de moins à l'exercice de leur foi pour les cadets autochtones », affirme le serg. Eric Sheppard, adjoint exécutif au commandant de la Division Dépôt.

Un cadet peut prêter serment aussi sur la Bible, le Coran ou tout autre livre sacré.

Le Centre culturel autochtone de la Saskatchewan a confié à la GRC trois plumes d'aigle qu'elle peut utiliser pour faire prêter serment ou à d'autres fins, comme un processus de deuil.

Le gend. Mason Byrne a été le premier à prêter serment sur la plume d'aigle à l'obtention de son diplôme en septembre dernier.

« Apprendre sur mon passé a été précieux et m'a aidé à m'approcher des gens à Hay River », déclare le gend. Byrne, depuis son poste aux T.N.-O.

« Ma grand-mère en aurait été fière. Elle tenait tant à ce que nous connaissions notre héritage et notre culture », avoue-t-il.

Un cadet peut aussi utiliser sa propre plume ou celle de sa famille.

« Notre but est de favoriser la compréhension. Il faut parler de la plume d'aigle comme des autres éléments culturels, sinon comment seront-ils compris? » demande le serg. Sheppard, auteur du protocole et gardien de la plume d'aigle à la Division Dépôt.

« Il surviendra éventuellement dans la carrière du membre une situation où la culture autochtone s'exprimera. Plutôt que de l'attendre, nous préférons exposer les cadets à des réalités autochtones avant qu'ils gagnent les collectivités où ils y seront exposés. »

Le serg. Sheppard signale que le protocole pour prêter serment évoluera afin d'incorporer des éléments spirituels clés des cultures inuite et métisse. ■

GRC

Diane Redsky, experte dans le domaine de l'exploitation sexuelle, fait un exposé aux cadets de la GRC. Elle leur explique les facteurs qui mettent à risque de traite les femmes marginalisées, notamment Autochtones.

UN LIEU DE GUÉRISON

UNE SUERIE À DÉPÔT : UN PROJET ENRICHISSANT POUR LES CADETS

par Travis Poland

La construction d'une surie à Dépôt, l'École de la GRC, offre aux cadets l'occasion de se sensibiliser à la culture autochtone.

L'été dernier, une troupe de cadets a participé à l'érection d'une suerie avec des Autochtones de la localité sur le terrain de Dépôt. Sous la supervision d'un aîné de la Première Nation Okanese, ils ont transporté des branches de saule fraîchement coupées et du bois de chauffage.

« Toute la troupe était heureuse de prêter main-forte », explique le gend. Yannick Roy, un cadet qui a participé aux travaux. « C'était une expérience fort satisfaisante. »

Une fois la suerie construite et bénie, les cadets ont pris part à une cérémonie dans la vaste structure pouvant accommoder 36 personnes.

« On a fait quatre séances dans la suerie, ce qui peut être exigeant », souligne le serg. Eric Sheppard, qui travaille à Dépôt et préside le comité consultatif autochtone du commandant divisionnaire. Les commentaires ont été très positifs de la part des cadets et de la communauté autochtone. »

Pour les communautés autochtones en Amérique, les sueries constituent un lieu cérémonial de guérison. On asperge les pierres brûlantes d'eau pour produire la vapeur qui favorise une expérience physique et émouvante.

La suerie à Dépôt constitue un cadre familier pour les cadets autochtones et un lieu d'apprentissage pour ceux qui sont moins rompus à la culture autochtone. C'est une initiative enrichissante pour tous.

RAYONNEMENT

Le gend. Roy venait d'entamer sa carrière au Nouveau-Brunswick lorsqu'il a entendu parler de la cérémonie de la suerie après les jeux d'été autochtones. Une invitation a été lancée et le gend. Roy y a répondu avec un autre membre.

« Je voulais nouer contact avec la communauté, explique le gend. Roy. Quelle expérience instructive de rencontrer des Autochtones dans leur réserve. »

L'aîné responsable de la suerie a été agréablement surpris d'apprendre que le gend. Roy avait participé à la construction d'une telle installation à Dépôt et il a été touché par le désir du membre de se familiariser avec la communauté où il travaille.

Pour le serg. Sheppard, cela témoigne de la pertinence d'initiatives comme la construction d'une suerie à Dépôt.

« Cela favorise le dialogue et la sensibilisation aux expériences personnelles de cadets aux origines diverses, précise-t-il. La suerie favorise un rapprochement et permet de célébrer le patrimoine autochtone du Canada. »

La suerie s'inscrit parmi un éventail d'initiatives autochtones à Dépôt. L'an dernier, on a offert aux cadets la possibilité de prêter serment sur une plume d'aigle à la fin de leur formation, et on intègre davantage de contenu autochtone aux cours de police.

La suerie à Dépôt n'est pas la première du genre à la GRC. En 2018, la Gendarmerie en a construit une à son QG en Nouvelle-Écosse et, l'an dernier, une autre au QG de Terre-Neuve-et-Labrador.

Au fil du temps, les membres de la GRC ont pris part à des sueries dans les quelque 600 communautés qu'ils servent. L'expérience offerte aux nouveaux membres à Dépôt permet de maintenir cet aspect important de la réconciliation. ■

GRC

Une troupe de cadets et des membres de la communauté autochtone locale utilisent des branches de saule pour construire une nouvelle suerie à l'École de la GRC.

LES FAITS LA CONDUITE EN HIVER

Les conducteurs doivent composer avec la neige, la glace et les longues nuits obscures. Que vous soyez à bord d'une voiture, d'un camion ou d'une motoneige, vous devez faire preuve d'une grande vigilance.

Au Canada

En 2017, près de 30 % des collisions sont survenues sur des routes mouillées, enneigées ou glacées.

Un tiers s'est produit entre **novembre et février**

En décembre, on a enregistré **26 824** collisions

De ce nombre, plus de **14 000** ont causé au moins une blessure

Les routes en hiver

La neige et la glace rendent la chaussée plus glissante à 0 °C qu'à -20 °C ou à une température inférieure.

La glace noire peut être présente sur les routes à des températures se situant entre 4 °C et -4 °C.

La glace transparente peut aussi se former sur les ponts et les ponts d'étagement.

Motoneiges

À l'hiver 2017-2018, plus de **965 personnes** ont été hospitalisées pour des blessures dues à des accidents de motoneige.

77 % des blessés hospitalisés étaient des hommes

75 enfants et adolescents se sont retrouvés à l'hôpital pour les mêmes raisons.

Porter un gilet de sauvetage ou une combinaison de survie peut sauver la vie d'un motoneigiste en cas de présence d'un trou dans la glace ou d'une glace mince.

Conseils de sécurité

Prévoyez une trousse de secours contenant :

- lampe de poche
- nourriture et eau
- courroies de traction
- câbles d'appoint
- pelle et sable
- couvertures

- Les pneus d'hiver améliorent la traction et réduisent la distance de freinage.
- Enlevez toute la neige et la glace de votre véhicule avant de prendre la route.
- Vérifiez l'état des routes en ligne ou en composant le 511 avant de prendre votre véhicule.
- Évitez de dépasser un chasse-neige à l'œuvre – c'est dangereux pour les deux véhicules.

AUCUNE DEMANDE N'EST TROP INSIGNIFIANTE

LE TRAVAIL POLICIER EN MILIEU RURAL AU CAP-BRETON

par Paul Northcott

Où qu'ils travaillent au Canada, les agents de la GRC trouvent normal que les gens de leur communauté demandent quelques minutes de leur temps, même en dehors du travail.

C'est particulièrement vrai dans les petits détachements comme celui de Chéticamp (N.-É.).

« Quand on vit dans ce genre de localité, on ne peut pas juste rentrer chez soi après son quart », affirme le gend. Mike Townsend, qui est aussi entraîneur bénévole d'une équipe de hockey mineur. « Il faut faire partie de la communauté. Je sais par exemple que faire l'épicerie peut prendre un certain temps parce que les gens voudront me parler, et c'est parfait. »

UN HAUT LIEU DU TOURISME

Les trois gendarmes et le caporal du Détachement de Chéticamp servent des dizaines de petites communautés, dont plusieurs le long de l'historique piste Cabot, aux abords du Parc national des Hautes-Terres-du-Cap-Breton, une région qui attire des milliers de visiteurs.

« On me photographie plus que jamais, surtout quand je porte la tunique rouge », note le gend. Townsend, originaire de Truro (N.-É.). « Les touristes sont forts là-dessus. »

À Chéticamp, le service cellulaire, et même radio, est inégal. Les communications peuvent donc être un peu difficiles. Lorsque survient une demande urgente, le lieu de l'incident peut être à cinq ou à 50 minutes du Détachement.

L'attente peut aussi être longue avant d'obtenir du renfort.

« L'endroit présente certes son lot de défis », reconnaît la caporale à la retraite Paulette Delaney-Smith, qui a dirigé le district pendant six ans après être revenue à ses racines acadiennes au Cap-Breton en 2010.

« Chéticamp ne ressemble en rien au quartier général de la GRC à Toronto », lâche-t-elle.

On y reçoit des demandes du genre typiquement associé aux services de police communautaire : problèmes de circulation, querelles de ménage, infractions liées aux drogues et à l'alcool.

« Quand je travaillais ici, des gens venaient parfois nous consulter sur la façon de remplir une demande de passeport, par exemple, se souvient la cap. Delaney-Smith. La formation donnée à Dépôt ne vous prépare pas vraiment à ce genre de chose. »

L'ESPRIT D'ENTRAIDE

Il règne aussi au Détachement une volonté de soutien, au quotidien comme en situation de crise.

« Dans une petite localité où les ressources peuvent être plus difficiles d'accès que dans un grand centre, il faut faire son possible pour aider », souligne la cap. Delaney-Smith.

Elle se souvient d'avoir remplacé des agents rappelés chez eux d'urgence et aussi d'avoir aidé des collègues après une troublante intervention auprès d'une randonneuse blessée. Attaquée par un coyote, la femme avait finalement succombé à ses blessures.

La tragédie est survenue en octobre 2009, l'année avant l'entrée en fonction de la cap. Delaney-Smith comme chef.

« Plusieurs membres ont participé à l'intervention, et certains n'avaient jamais été témoins d'un incident aussi traumatisant, explique-t-elle. Ils ont fait de leur mieux pour s'en remettre. »

Les effets de l'incident se sont toutefois fait sentir bien des mois plus tard.

« J'ai fait beaucoup de quarts supplémentaires pour permettre à ces agents d'assimiler ce qui leur était arrivé. C'est l'essence même du travail policier en milieu rural. »

Cette philosophie aide à bâtir et à préserver des équipes solides, ce qui permet aux policiers de faire leur travail.

Elle cadre aussi avec les objectifs du cap. Yannick Gagnon, arrivé à la tête du Détachement cet été.

« Atténuer l'horreur d'une journée affreuse est l'aspect le plus intéressant de notre travail, estime-t-il. Quand nous arrivons sur les lieux d'un incident, il est plus facile de parler à cœur ouvert aux personnes touchées si nous les connaissons ou si elles nous ont déjà vus. »

« Si les gens savent qui nous sommes, c'est que nous faisons bien notre travail. » ■

GRC

Les agents de la GRC à Chéticamp (N.-É.) servent des dizaines de petites communautés, certaines situées aux abords du Parc national des Hautes-Terres-du-Cap-Breton. La région attire des milliers de visiteurs.

DÉTECTEUR DE PREUVES

L'EXPERT JUDICIAIRE GÈRE LE RISQUE POUR RECUEILLIR CE QUI COMPTE

par Paul Northcott

Il a fallu des années d'études à Aaron Dove, expert judiciaire à la GRC, pour pouvoir lire les lieux de crime et en tirer les preuves qui permettent aux policiers de faire éclater la vérité.

« C'est une expérience sans pareille, affirme M. Dove, membre de l'Identité judiciaire, détenteur d'une maîtrise en sciences judiciaires de l'Université du Staffordshire depuis 2007. Chaque cas est une énigme qu'on résout à l'aide des preuves qu'on trouve. »

Le s.é.-m. Michael Leben, responsable de la formation au Service intégré de l'identité judiciaire de la GRC, dit qu'il y a environ 280 employés en identité judiciaire au pays.

Certains, comme M. Dove, sont des civils embauchés directement dans une équipe judiciaire. D'autres sont des policiers qui ont choisi de suivre une formation en sciences judiciaires.

« J'en ai toujours rêvé », avoue le s.é.-m. Tim Walker, qui a commencé au service judiciaire en 2004 et qui était gestionnaire divisionnaire et spécialiste judiciaire principal au Nouveau-Brunswick au moment de sa retraite en 2019.

Le s.é.-m. Walker a tout vu : l'écrasement de la Swiss Air en 1998, des scènes de meurtre, des crimes de toutes sortes. Il sait combien le travail est physique et nécessite une attention soutenue.

« On se plie en quatre pour trouver de la preuve, fait-il valoir en riant. Il faut être méticuleux, très motivé et porter une grande attention aux détails. »

RÉALITÉS ET RISQUES

Après trois ou quatre années aux Services généraux, le policier intéressé peut demander son admission au programme d'apprentissage en identité judiciaire, précise le s.é.-m. Leben.

« Nous voulons que nos stagiaires aient quelques années de travail policier pour qu'ils aient eu l'occasion d'enquêter et de voir des experts judiciaires à l'œuvre », explique-t-il.

Le stagiaire apprend entre autres à tester et à évaluer des données scientifiques, à chercher des traces d'éléments de preuve physique et chimique, à photographier les lieux de crime, à examiner les empreintes de pneus et de pieds, à rédiger des rapports techniques et à reconnaître les motifs des empreintes digitales.

La formation aide l'expert judiciaire à trouver les éléments de preuve et à se protéger pour manipuler des substances dangereuses comme le fentanyl.

« Avec ce qu'on entend sur les surdoses d'opioïdes, quand on ferme un laboratoire de fentanyl, on a l'impression de fermer une usine d'armes », assure M. Dove qui travaille de Montréal.

Il rappelle la grande toxicité de cette drogue, 100 fois plus puissante que la morphine.

« Rentrer dans un laboratoire où se synthétise cette drogue multiplie les risques et les défis, précise-t-il. Il faut suivre les protocoles prévus. »

Le s.é.-m. Leben, qui a été appelé à travailler à l'étranger, souligne que les experts judiciaires travaillent à l'occasion dans un contexte horrible.

« Avant d'arriver sur les lieux, il faut se préparer à ce qui nous y attend, insiste-t-il. Avec l'expérience, l'esprit scientifique prend le dessus et on s'emploie à découvrir ce qui s'est passé. »

GRC

Des experts en identité judiciaire de la GRC cherchent des éléments de preuve sur le site d'un écrasement d'avion au Nunavut en 2011 qui a fait 12 morts

TÉMOIGNAGE ET AUTRES VÉRITÉS

L'expert judiciaire doit garder tous ses moyens jusqu'en cour, où son travail est mis à l'épreuve par les procureurs et les avocats de la défense.

« C'est tout un stress, avoue le s.é.-m. Walker, qui a témoigné souvent. Mais c'est le travail des avocats de nous questionner. Notre travail, c'est de bien connaître le dossier et la preuve. »

En cours de formation, les stagiaires sont mis à l'épreuve par des experts judiciaires chevronnés dans un procès fictif.

« C'est dur, reconnaît le s.é.-m. Walker. Mais l'idée, c'est de les préparer à ce qui les attend. »

M. Dove précise que le vrai travail n'a rien à voir avec ce qu'on voit à la télé.

« Des émissions comme CSI donnent l'impression que c'est simple, alors que c'est souvent très compliqué, insiste-t-il. Mais l'effort qu'on met à trouver, c'est ce qui rend notre travail intéressant et gratifiant. » ■

CHASSE À L'HOMME AU MANITOBA

RÉCIT DU PREMIER COMMANDANT DES INTERVENTIONS

Serge Gouin, GRC

Le surint. Kevin Lewis a travaillé avec de nombreux groupes spécialisés de la GRC pendant les recherches de deux fugitifs dans le nord du Manitoba.

Les recherches des deux présumés meurtriers de C.-B., qui se sont étendues sur quatre provinces et ont capté l'attention à l'échelle internationale, ont pris fin au terme d'une enquête poussée dans le nord du Manitoba. Le surint. Kevin Lewis, chef du district nord et premier commandant des interventions dans l'affaire, s'est entretenu avec Travis Poland de son rôle dans l'organisation de l'une des plus importantes chasses à l'homme au pays.

QU'Y AVAIT IL DE CRITIQUE DANS CES RECHERCHES?

Il fallait une intervention policière spécialisée pour protéger le public et retrouver des individus armés, soupçonnés de trois homicides en C.-B. Les risques accrus justifiaient d'avoir recours à des agents tactiques. Dès que nous avons appris que les fugitifs avaient été aperçus pour la dernière fois dans la région de Sundance Creek, près de Gillam, nous avons mobilisé de nombreuses ressources pour les trouver et éviter d'autres pertes de vie.

PARLEZ-NOUS DE VOTRE RÔLE DE COMMANDANT DES INTERVENTIONS.

J'étais responsable du Groupe tactique d'intervention, de l'équipe d'endiguement et des services de soutien, comme les services cynophiles. Environ 40 policiers dans la région de Gillam étaient présents en tout temps. La majorité de mes fonctions consistait à gérer et à prioriser les tâches de recherche et l'information reçue.

COMMENT CETTE INTERVENTION SE COMPARE-T-ELLE À D'AUTRES INCIDENTS CRITIQUES?

C'est de loin l'intervention la plus notable que j'ai eue à superviser. Quand je suis devenu commandant des interventions en 2006, la plupart de mes cas concernaient des suspects armés et barricadés ou des mandats à haut risque et prenaient de quelques heures à un ou deux jours. Ces recherches étaient, au contraire, poussées et se distinguaient surtout par l'étendue du territoire ratissé : d'habitude, le suspect se trouve dans une zone connue. Nos agents et notre personnel à Gillam ont travaillé de longues journées, pendant des semaines.

À QUELLES DIFFICULTÉS VOUS ÊTES VOUS HEURTÉ?

Il fallait constamment lutter contre les insectes. Même avec de l'insectifuge, il était difficile de se frayer un chemin dans les marécages et la forêt dense. On fouillait des zones accessibles uniquement par hélicoptère ou bateau. De plus, les suspects auraient pu facilement trouver abri, nourriture et armes à feu dans les nombreuses cabanes à trappeurs. En somme, les recherches en zones éloignées étaient difficiles et risquées.

COMMENT AVEZ VOUS COLLABORÉ AVEC LES FORCES ARMÉES CANADIENNES?

Dans le nord du Manitoba, elles nous ont beaucoup aidé à fouiller le chemin de fer reliant Gillam à Churchill et les rivages de la baie d'Hudson jusqu'au fleuve Nelson. Elles nous ont fourni une personne chargée de la logistique à Gillam pour assurer une communication rapide et continue entre les équipes de l'air et au sol. Conservation Manitoba a contribué à nos efforts par ses connaissances des terres, des cabanes de chasse et des voies d'évitement. Manitoba Hydro nous a fourni des cartes et de l'information sur ses installations et les zones éloignées.

COMMENT AVEZ VOUS COLLABORÉ AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES?

Les collectivités de Gillam et de Fox Lake nous ont bien accueillis durant les recherches. Certains résidents ont pris la peine de s'arrêter pour remercier nos policiers, et plusieurs habitants ont prêté main forte aux équipes de recherche maritime; leur connaissance de la région a été très utile.

QUAND AVEZ VOUS SU QU'IL ÉTAIT TEMPS DE RÉDUIRE LE RAYON DES RECHERCHES?

La menace posée par les suspects a commencé à diminuer. L'étendue des recherches, le manque de signalements et d'autres facteurs nous ont amené à réduire notre effectif à Gillam. Le terrain accidenté et les recherches intenses ont fort probablement poussé les fugitifs à s'isoler dans les bois sans grand espoir. J'aime croire que nous avons réussi à les encercler. Nous savions qu'il fallait ratisser les lieux au peigne fin pour trouver les suspects qui, selon nous, n'avaient pas survécu dans la nature. ■

HOMMAGE ET RÉCONCILIATION

PUBLICATION D'UN JOURNAL EN L'HONNEUR D'UN ONCLE ET DES INUITS

par Travis Poland

La cap. El Sturko était la seule tunique rouge au sein de l'auditoire lorsque le premier ministre a présenté des excuses pour la « purge » exercée durant des décennies par le gouvernement, forçant des employés à quitter leur emploi à cause de leur sexualité.

La cap. Sturko, elle-même membre de la communauté LGBT, a assisté à cette déclaration en 2017 pour honorer feu son grand-oncle, le serg. Robert David Van Norman, dont la carrière de 17 ans à la GRC a pris fin brusquement en 1964, lorsque l'organisation a su qu'il était gai.

À cette époque, il avait travaillé un peu partout au pays; ses trois jeunes frères ont suivi sa trace en s'engageant aussi à la GRC.

Le serg. Van Norman, qui a travaillé auprès des Inuits dans ce qui est devenu le Nunavut, a documenté son affectation en 1950 à Pond Inlet dans un journal agrémenté de photos et de notes illustrant la vie inuite dans l'Arctique.

La cap. Sturko a entrepris de numériser le journal et ses photos dans une volonté de réconciliation – de sa famille avec la GRC et de tous avec les Inuits.

« C'est mon hommage à David et à l'histoire commune entre la GRC et les Inuits », déclare t elle.

Par ce projet, la cap. Sturko reconnaît le lourd passé de la GRC dans ses relations avec la communauté LGBT et les Inuits, tout en soulignant les progrès réalisés au fil des décennies.

IMAGES DE L'ARCTIQUE

Les photos du serg. Van Norman illustrent les activités traditionnelles et mettent en vedette les gend. spéc. inuits Joanasie Arreak et Lazaroosie Kyak; ce dernier, qui est membre de l'Ordre du Canada, a aidé les agents de la GRC à s'orienter et à survivre dans l'Arctique.

La cap. Sturko souhaite diffuser son journal dans les communautés du Nord. Elle s'est associée à la Qikiqtani Inuit Association (QIA), qui représente les Inuits dans l'Arctique oriental, pour traduire le journal en inuktitut et le publier en ligne.

Le serg. Van Norman, qui parlait l'inuktitut, a reçu la Médaille du couronnement de la reine pour son œuvre dans le Nord; un rapport de la QIA fait l'éloge de cet agent respectueux à une époque marquée par le racisme.

Il a signalé l'exploitation des femmes inuites par les hommes affectés à la construction du Réseau d'alerte avancé (DEW), un aspect de l'histoire qui n'aurait pas été connu sans son récit.

« Il éprouvait un lien authentique avec la culture inuite et une passion pour le Nord, explique la cap. Sturko. Le respect des peuples était une valeur importante et il a su travaillé en partenariat avec les Inuits. »

DES PROGRÈS EN PERSPECTIVE

Si les excuses du premier ministre ont été formulées 55 ans après le renvoi du serg. Van Norman, la cap. Sturko dit qu'il les aurait acceptées. Il n'a jamais vilipendé l'organisation, malgré les tourments causés par son renvoi.

« Dave considérait qu'il ne pouvait rien changer à la situation et en a pris son parti, mais il n'a pas poursuivi sa carrière par la suite », explique Jack, le cadet des frères Van Norman qui a pris sa retraite en 1994, après 32 ans de service à la GRC. « On pourrait dire qu'il ne s'est pas vraiment complètement remis de son renvoi. »

Par son projet, la cap. Sturko veut souligner que la situation a bien évolué.

« Nous avons parcouru du chemin depuis l'époque où les personnes LGBT étaient renvoyées de la GRC; aujourd'hui, non seulement je travaille dans l'organisation, mais je suis porte parole de la GRC, souligne la cap. Sturko, agente des relations avec les médias à Surrey, le plus important détachement de la GRC.

« Il est vital de souligner les changements positifs survenus au pays dans les dernières décennies », précise Michelle Douglas, directrice exécutive du fonds Purge LGBT et ancienne membres des forces armées canadiennes qui a dirigé une contestation judiciaire après avoir été renvoyée en raison de sa sexualité. « Le Canada a pris des mesures délibérées pour favoriser la guérison et la réconciliation, et le travail d'El Sturko s'inscrit dans cette démarche. »

La cap. Sturko met la dernière main au journal, puis le soumettra à la traduction avant de le publier.

« J'aimerais faire connaître cette histoire pour montrer comme les choses ont changé; je pense que cela serait conforme aux souhaits de mon oncle, parce qu'il aimait réellement la GRC », souligne t elle. ■

GRC

Dans le cadre du projet de réconciliation, la cap. El Sturko entend publier un journal tenu par feu son grand-oncle qui a travaillé dans le Nord. Le journal comprend des photos et des notes sur la communauté inuite et la vie dans l'Arctique.